



BELGAIMAGE

La technique d'édition du génome Crispr-Cas9 a valu à ses inventrices le prix Nobel de chimie en 2020.

mission. Le Parlement européen a voté plusieurs fois contre la dérégulation des nouveaux OGM. Ils doivent donc vaincre cette résistance politique. L'objectif de ces réunions de l'Epsa est d'obtenir la dérégulation des techniques d'édition du génome. Les discussions ont eu pour focus, d'un côté, quelle serait la voie légale qui rencontrerait le moins de résistance, et de l'autre, quels seraient les produits phares issus de l'édition du génome capables de gagner les cœurs et les esprits du public et des politiques, après l'échec des cultures OGM sur ce plan."

"Collaboration très étroite lobby-régulateur"

Pour les projets phares, "chacun devrait viser un défi global: changement climatique, durabilité environnementale, sécurité alimentaire, santé humaine ET avoir un bénéfice pour un certain groupe de consommateurs. Idéalement, avec tous les projets phares, toutes les parties de l'Europe devraient en bénéficier", détaillent par exemple les rapports des réunions consultés. Cependant, du côté des associations environnementales par exemple, on remet fortement en doute ces apports de l'édition du génome pour le climat et l'agriculture durable.

Trois réunions ont déjà eu lieu: septembre 2019, janvier 2020 et novembre 2020. Une quatrième est planifiée pour mai 2021. La Belgique a participé à au moins une de ces réunions, représentée par un fonctionnaire du service public fédéral Santé publique, l'autorité fédérale compétente en matière d'OGM. Les fonctionnaires ont été invités personnellement par René Custers, le responsable régulation au VIB (Institut flamand des biotechnologies), qui signale dans le courrier auquel *La Libre* a eu accès, qu'il sera lui "le représentant de la science des plantes belge", l'Epsa ayant chaque fois invité un scientifique et un ou deux régulateurs par pays. Dans son courrier à la fonctionnaire, il évoque une réunion informelle, sous les *Chatham House Rules* (les contenus des échanges peuvent être ensuite révélés, sans identifier les locuteurs). Le but étant "d'évoquer les différents points de vue autour la situation actuelle de l'édition du génome et les possibles étapes à suivre dans le but de mieux permettre à l'Europe de gérer les défis liés à l'agri-

culture et la production alimentaire [...] Ont été invités quelques pays qui ont montré leur soutien à une approche innovante de l'agriculture et de l'amélioration des plantes", indiquait René Custers.

"C'est une forme de collaboration régulateur-lobby très étroite, juge Nina Holland. Nous avons déjà vu cela pratiqué par le groupe de pression PRRI hébergé par le VIB, ciblant les négociations de biosécurité à l'Onu. PRRI a organisé des réunions avant les négociations, entre lobbyistes et régulateurs de pays partageant le même point de vue."

Le rôle du VIB

Le VIB, fondé par le gouvernement flamand, affiche à son conseil d'administration des entreprises comme Bayer et BASF ainsi que plusieurs universités du nord du pays. Sa mission principale est de créer des spin-off et déposer des brevets et des applications dans le domaine de l'ingénierie génétique. *La Libre* avait révélé en 2018 qu'il avait planté, dans le cadre de ses recherches, un champ de maïs muté par Crispr/Cas9, avec l'accord du SPF Santé, qui avait jugé, avant la décision de la Cour de justice européenne, que ce champ ne devait pas suivre les règles (transparence, surveillance...) des essais OGM classiques. Ce qu'ils avaient dû revoir après la décision de la Cour.

Des documents des *Crispr Files* montrent les échanges entre le responsable Régulation du VIB et le(s) fonctionnaire(s) du service dédié aux OGM au SPF: envoi par le VIB de la position de l'Epsa sur l'édition du génome, demande de réunion pour "expliquer la position des scientifiques européens sur la réglementation en matière d'édition du génome", remerciements au SPF "d'avoir abordé la problématique" de la détection des produits issus de l'édition du génome avec la Commission européenne, affirmation que la détection (et donc le contrôle et l'étiquetage, Ndlr) de produits issus de l'édition génomique est impossible (ce que d'autres chercheurs contestent, Ndlr) et qu'il faut donc changer la législation...

Le VIB héberge aussi le réseau Eu-Sage (European Sustainable Agriculture through Genome Editing), lobby inscrit en janvier 2020 au registre de transparence européen. Les trois responsables appartiennent au VIB, dont le directeur scientifique Dirk Inzé et le chargé de la régulation René Custers. À noter qu'Eu-Sage et ses trois créateurs font aussi partie de la Task Force Agriculture du *think thank* Re-Imagine Europa, entre autres financé par la fondation Gates (1, 4 million de dollars selon le site web de celle-ci) pour promouvoir l'édition du génome en Europe.

Par ailleurs, peu après le jugement de la Cour européenne, Dirk Inzé avait écrit une lettre ("position paper") aux décideurs européens, défendant la dérégulation de l'édition génétique au nom de la compétitivité européenne. Cette lettre se trouve sur le site du VIB et d'Eu-Sage. À côté du nom du signataire, se trouve chaque fois le logo de son université ou institut de recherche. En mai 2020, le recteur de l'Université libre de Bruxelles a adressé un recommandé cinglant à ce sujet à l'Epsa (qui nous précise que le "position paper" ne vient pas d'elle et que le recteur s'est donc excusé): "Nous constatons avec stupéfaction que le logo de l'ULB est repris en vis-à-vis de la signature d'un enseignant de notre université. Ce procédé est potentiellement trompeur. Sous couvert de soumettre aux décideurs des éléments d'appréciation scientifique dans un débat éthique sensible, le message laisse abusivement entendre qu'il bénéficie de l'adhésion d'une large série d'universités, dont la nôtre, ce qui, en tout cas, ne concerne pas l'ULB", écrivait le recteur. Yvon Englert et le VIB ont ensuite échangé à ce sujet, selon ce dernier (lire pages suivantes). Pour CEO, ce genre de lettre est une tactique de confusion classique des lobbies, qui entraîne les politiques à confondre l'opinion de scientifiques en particulier avec le point de vue de la communauté scientifique, et tente de créer "un halo d'autorité scientifique" autour d'une position.

Sophie Devillers

7

pays participants

à la première réunion de l'Epsa: Belgique, Finlande, France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne et Suède.